

CHINE La lettre d'information

Le droit des travailleurs à l'organisation indépendante ne connaît pas de frontières.

Liu Jin, livreur de repas pour ele.me, tente de s'immoler en janvier. Cela faisait un an qu'il cherchait à récupérer un an de salaires qui lui étaient dus. Brûlé à 80%, il dit : « *Je ne veux plus vivre, je suis épuisé* ». Il a 45 ans...

La Commission Enquête Chine s'est constituée, au lendemain de la répression du mouvement populaire de mai-juin 1989, pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques. Dès janvier 1990, le 1er Banquet de solidarité réunissait militants chinois en exil et responsables syndicaux de huit pays et en janvier 1991 un appel fut lancé lors d'une conférence à Barcelone et repris dans cinquante-trois pays : les droits ouvriers et démocratiques ne connaissent pas de frontière. En particulier le droit de constituer librement des syndicats. La Commission s'est rendue en Chine à trois reprises : enquêtes sur les prisonniers politiques et sur l'application de la loi du Travail, solidarité avec les syndicalistes de Liaoyang. Elle a participé à plusieurs rencontres internationales, notamment en Asie. Elle organise chaque année un banquet de solidarité avec le peuple chinois et édite « La Lettre d'information » deux fois par mois depuis 1994.

Éditorial

Des libertés à la moulinette. « *Nous sommes maintenant tous pris au piège dans une ville qui est une prison, où la liberté d'expression n'est pas autorisée* », dit Tsang Kin-shing, militant de Hong Kong. De fait, le gouvernement de Mme Lam est en train de gommer méthodiquement les quelques libertés qui existaient dans cette région spéciale de la Chine et d'arrêter tous ceux qui ne font pas allégeance. Le jour même du 4 juin, Chow Hang-tung, avocate défenseur des droits ouvriers et une des organisatrices de la veillée aux chandelles de commémoration du massacre de Tian Anmen, a été interpellée au petit matin. Elle est accusée de « publicité de rassemblements non autorisés », car deux jours plus tôt, elle avait simplement déclaré qu'il ne serait « pas raisonnable d'arrêter des gens sous prétexte qu'ils seraient habillés de noir et porteurs d'une bougie », répondant ainsi à une menace officielle de la police pour prévenir toute commémoration...

Le 17 juin, plus de 200 policiers de Hong Kong ont effectué une descente au siège du quotidien « Apple Daily » (dont le propriétaire J. Lai est en prison pour des mois) et ont arrêté cinq dirigeants de la rédaction, soupçonnés d'avoir enfreint la loi sur la sécurité nationale imposée par Pékin. « *Le fait que la police ait saisi et fouillé le matériel des journalistes signifie qu'il n'y a plus aucune protection pour leurs données* », a déclaré le président de l'Association des journalistes de Hong Kong en conférence de presse le jour même.

La jeunesse aux avant-postes. Bref, les autorités renient leurs propres déclarations : lors de l'adoption de la loi sur la sécurité nationale, le gouvernement avait promis que la loi ne ciblerait qu'une minorité de « *fauteurs de troubles* » qui représentaient un « *danger imminent* » pour la sécurité nationale... Mais si les manifestations sont désormais presque toutes interdites à Hong Kong sous des prétextes divers, comme c'est la règle dans toute la Chine, cela ne veut pas

dire que la jeunesse et les travailleurs vont renoncer à exprimer leurs aspirations, leurs revendications en manifestant. Des milliers de Hongkongais, notamment beaucoup de jeunes, sont descendus dans la rue le soir du 4 juin, ils ont marché souvent vêtus de noir, bougie ou portable à la main, malgré l'interdiction !

Les livreurs de repas des grandes villes de Chine trouveront les moyens de se rassembler pour leurs salaires et conditions de travail, comme ils l'ont déjà fait. Ce sont souvent des jeunes et, à nouveau, un délégué, un livreur plus audacieux ou plus expérimenté, émergera à nouveau pour être leur porte-parole, comme hier ils avaient choisi Chen Guojiang (arrêté et dont on est toujours sans nouvelles) à la suite de discussions sur les revendications à travers des réseaux sociaux. Car de nouvelles annonces politiques risquent d'aggraver leur sort... et pas seulement le leur !

L'allégeance au marché ! A Shenzhen, la plus célèbre zone économique spéciale de la province du Guangdong, le gouvernement municipal va modifier son « règlement sur le paiement des salaires des employés » (voir au verso). Shenzhen a reçu une autorisation spéciale du gouvernement central en octobre de l'année dernière pour développer de nouvelles formes de relations de travail. Tout cela dans le cadre d'un projet pilote pour une future réforme urbaine dans tout le pays. Vive la flexibilité, vive la productivité ! scandent donc les dirigeants...

D'ailleurs – et c'est à peine croyable – le comité du Parti communiste de Shenzhen avait commémoré le 1^{er} mai dernier à sa façon en publiant une vidéo célébrant les « *acharnés du boulot* » qui restent seuls la nuit au bureau avant d'attraper le dernier métro, la culture des heures supplémentaires et le fameux « 996 » (travail de 9h à 21h, 6 jours sur 7). Ces apparatchiks ont donc décidé de piétiner l'histoire du mouvement ouvrier et son combat inscrit depuis 1886 pour la journée de 8 heures ! Les conditions de l'économie des « *petits boulots* » chère au Premier ministre Li Keqiang seraient appelées à s'étendre à d'autres secteurs, avec la flexibilité à

outrance et la baisse des salaires. « *Les heures supplémentaires sont une bénédiction* », s'écriait le P-DG milliardaire d'Alibaba, parce qu'il ne les paie pas. C'est le même qui possède aussi le géant de la livraison de repas ele.me... Ces gens-là s'entendent comme larrons en foire. Et ce n'est pas le syndicat officiel qui va y changer grand-chose : dans un restaurant appartenant à la Fédération des syndicats officiels de Guangzhou, on peut lire sur une banderole : « *Si vous ne travaillez pas dur aujourd'hui, vous travaillerez dur demain à chercher un emploi* » !

Extraits... Nous publions la suite des extraits d'un article sur « 1989 : un mouvement ouvrier militant », où l'auteur montre la place croissante occupée par les travailleurs à partir de l'instauration de la loi martiale à la mi-mai 1989. Dans quelles conditions les travailleurs ont-ils empêché l'armée d'entrer dans le centre-ville de Pékin pendant deux semaines ?

Un membre de la Commission s'est penché sur un document qui nous a été communiqué intitulé « *Rapport sur l'activité des jeunes militants en 2020* ». Un militant nous avait indiqué qu'à son sens « *sous la surface de la mer, l'océan bout* », ce rapport confirme que la jeunesse militante agit, même dans les conditions les plus difficiles.

Errata : Une phrase était tronquée à la fin de la première colonne de l'éditorial de la « Lettre » précédente. Il aurait fallu lire : « *Car il s'agit pour les autorités d'effacer de la mémoire collective cette vague révolutionnaire et surtout d'empêcher la jeune génération de savoir, comme l'a indiqué un orateur au rassemblement de commémoration du 4 juin à Paris à l'appel de plusieurs organisations des droits démocratiques. Sous la présidence de Marie Holzman, l'un des dirigeants des étudiants à l'époque, Cai Chongguo, en exil forcé depuis, a déclaré : "Ce qui donne espoir, c'est que beaucoup de Chinois s'intéressent à ce qui s'est passé en 1989"* ». Enfin, Chen Guojiang, le livreur arrêté pour avoir fondé l'Alliance des livreurs, travaillait pour ele.me, et non pour Meituan comme indiqué par erreur. ■

1989 : un mouvement ouvrier militant (2)

[Nous poursuivons la publication d'extraits d'un article de Yueran Zhang publié par « Jacobin », 1^{er} juin 2021. Traduction de la Commission Enquête Chine. Intertitres de « la Lettre »]

AU COURS DE LA LUTTE pour bloquer l'entrée de l'armée dans le cœur de Pékin, les travailleurs ont commencé à prendre conscience de la puissance de leur organisation et de leur action spontanées. Ce fut une émancipation à un niveau sans précédent. Une énorme vague d'auto-organisation s'ensuivit. Le nombre de membres de la Fédération autonome des travailleurs a augmenté de façon exponentielle et d'autres organisations de travailleurs, à la fois au sein des usines et entre elles, ont poussé comme des champignons. Ce développement de l'organisation a conduit à une radicalisation de l'action. Les travailleurs ont commencé à organiser des quasi-milices armées, par exemple des corps de « piquets » et des brigades de « trompe-la-mort » pour surveiller et faire état des allées et venues de l'armée.

Une ville autogérée par les travailleurs ?

Ces quasi-milices étaient également chargées du maintien de l'ordre public, afin de ne fournir aucun prétexte à une intervention militaire. En un sens, Pékin était devenue une ville autogérée par les travailleurs. Cela rappelait les travailleurs en armes de Petrograd organisés dans les soviets dans les mois entre les révolutions russes de février et d'octobre. Dans le même temps, les ouvriers de Pékin ont redoublé d'efforts pour construire beau-

coup plus de barricades et de fortifications dans les rues. Dans de nombreuses usines, ils organisèrent des grèves et des ralentissements de la production.

Vers une grève générale ?

La question d'une grève générale a également été discutée. De nombreux travailleurs ont en effet commencé à établir des liens entre les usines pour se préparer à une grève générale. L'auto-armement, l'auto-organisation et la grève avaient un tout autre sens que défilé, manifester et occuper [NdT : la place Tian Anmen]. (...) Voilà où en était le mouvement vers fin mai-début juin : le mouvement étudiant luttait contre le déclin de l'enthousiasme, vivait une participation décroissante et des luttes internes constantes, alors que le mouvement ouvrier se renforçait et se radicalisait en se mobilisant et en s'organisant par lui-même.

Il n'y a aucun moyen de savoir pourquoi les dirigeants du Parti communiste chinois ont finalement décidé d'ordonner à l'armée d'entrer dans Pékin « quoi qu'il arrive » et d'écraser le mouvement. On peut toutefois présumer que ce qui a terrifié les dirigeants du parti n'était pas le mouvement étudiant en déclin, mais le mouvement ouvrier en croissance rapide et en radicalisation. Cela peut expliquer le fait que les travailleurs ont subi une répression beaucoup plus impitoyable que les étudiants pendant et après le massacre. (...)

« La bureaucratie dictatoriale stalinienne »

Selon l'analyse des brochures publiées par la Fédération autonome des travailleurs de Pékin (FATP), les travailleurs étaient avant tout préoccupés par les problèmes économiques affectant directement leurs moyens de subsistance, tels que l'inflation et les inégalités. Ces problèmes, qui sont apparus pendant la réforme de l'économie de marché, ont nourri des sentiments fortement négatifs envers les réformes.

Cependant, les travailleurs ne se sont pas concentrés uniquement sur la dimension économique, mais ont fourni une compréhension explicitement politique de ces problèmes économiques et ont articulé une vision de la démocratie en conséquence. Les travailleurs comprenaient que l'inflation et les inégalités avaient une source politique sous-jacente commune : « la bureaucratie dictatoriale stalinienne ».

L'analyse de l'inflation par la FATP attribuait la hausse des prix aux bureaucrates qui contrôlaient les prix des produits nationaux et importés et qui les fixaient délibérément à un niveau élevé pour s'en accaparer une partie et se faire un magot. Par conséquent, le seul moyen d'éradiquer l'inflation et les inégalités était de renverser la bureaucratie dans son ensemble et de restituer aux travailleurs le pouvoir de contrôler la production et la circulation des biens. ■

Rapport sur l'activité des jeunes militants en 2020

LE CHAOS ENGENDRÉ au début de l'épidémie a créé des espaces permettant aux jeunes militants de s'organiser et d'agir. Combinant l'organisation en ligne ou en dehors des réseaux électroniques, les militants travaillant sur des questions diverses ont fourni information, aide médicale, ressources, soutien psychologique et accompagnement à différents groupes sociaux. Les autorités ont rapidement restreint cet espace ouvert aux actions à l'initiative des citoyens et ont inquiété voire même condamné des militants. Cependant, en quelques mois, les jeunes militants ont acquis une précieuse expérience pratique. Cela aidera-t-il les jeunes militants à progresser ? Comment continueront-ils à explorer de nouveaux modèles et de nouvelles visions pour leur militantisme ? Comment vont-ils progresser dans un environnement constamment restreint ?

Le milieu familial des militants est varié. Certains militants viennent de familles urbaines de la classe moyenne, tandis que d'autres viennent de familles rurales. La plupart d'entre eux ont fait des études supérieures et ont commencé

à s'intéresser au mouvement social lorsqu'ils étaient à l'université. Au cours de la pandémie, un nouveau groupe de jeunes militants a vu le jour. (...) Ces dernières années, les organisations de la société civile ont été obligées de se transformer ou de se dissoudre à cause de la répression gouvernementale. Cela a conduit les jeunes militants à s'appuyer sur des interventions en ligne pour diffuser l'information et s'organiser. (...)

Les jeunes militants ouvriers ont aussi rapidement mis sur pied des communautés en ligne et lancé le mouvement de « report de la reprise du travail pour la lutte contre la pandémie ». Ils ont demandé aux autorités de prolonger les jours fériés et de reporter la reprise du travail afin de ralentir la propagation du Covid parmi les travailleurs. Les lycéens, les étudiants et les « cols blancs » ont formé des groupes bénévoles qui se sont concentrés sur la santé des travailleurs sanitaires. Certains groupes de jeunes militants se concentrent également sur les problèmes d'éducation auxquels sont confrontés les enfants de travailleurs migrants. ■

(A suivre)

Place à la mobilité de la main-d'œuvre !

C'est le cri de guerre du gouvernement municipal de Shenzhen. Le 27 mai, il a promu « la flexibilité des horaires de travail et réduit les restrictions à l'embauche et au licenciement afin de stimuler la croissance économique et de réduire la charge pesant sur les petites et moyennes entreprises de la ville », rapporte « China Labour Bulletin » (1^{er} juin).

« Les responsables ont fait valoir qu'en raison du ralentissement économique et de l'impact de la pandémie de Covid-19 en particulier, il est urgent de soutenir le secteur privé, de stabiliser l'économie et d'éliminer les défauts du système qui entravent la mobilité de la main-d'œuvre ». En vertu de quoi, le salaire minimum ne sera revalorisé que tous les trois ans (au lieu de deux), les employeurs pourront légalement verser les salaires avec un mois de retard et les heures supplémentaires travaillées les jours fériés perdront leur majoration de 300%. « Désormais, si les salaires ne sont pas spécifiquement mentionnés dans un contrat de travail, le paiement sera effectué sur la base du salaire moyen de la ville au cours de l'année précédente. Le versement des primes annuelles ne se fera désormais que selon le cahier des charges du contrat de travail », lit-on.

Le salaire minimum actuel de Shenzhen a été fixé à 2 200 yuans (environ 290 euros) par mois en août... 2018 ! Il est impossible de vivre à Shenzhen avec si peu, ce qui explique le recours aux heures supplémentaires ou au double emploi. Si l'on en croit la municipalité, ce Smic devrait donc être augmenté en août prochain. De combien ? ■